

La République

Quotidien d'information générale - Série III n° **1296** Prix : 3.000 FC

Directeur de Publication : Jacques Famba

Tél. 0899311288 - 0998190510, Courriel : larepublique@nyota.net, www.nyota.net

Récépissé n°MIN/CM/LMO/053/2015

Les indicateurs sont précis

(Page 12)

RDC : la 3ème guerre mondiale ?

Sur Ordonnance présidentielle

**Le général
Christian
Tshiwewe
nommé chef
d'état-major
général des
FARDC**

(P. 12)

Tension dans le
grand Bandundu

**22 présumés
meurtriers
des chefs
coutumiers
aux arrêts**

(P. 2)



Activisme politique

**L'Église catholique se
défend dans un rapport**

(Page 3)

**Moïse Moni Della :
la Balkanisation de
la RDC se profile à
l'horizon ?**

(Page 3)

**Nyota
TV**

Retrouvez-nous
sur 348
Canal+!

Handball/25ème CAN
**Les Léopards
seniors dames
en stage en
France**

(Page 11)

Tension dans le grand Bandundu : 22 présumés meurtriers des chefs coutumiers aux arrêts



Au total, vingt-deux assaillants présumés auteurs des meurtres des chefs coutumiers aux villages Bukusu et Fadiaka, arrêtés dans le secteur de Wamba vers Fatundu (territoire de Bagata), ont été transférés lundi 3 octobre à Bandundu, chef-lieu de province du Kwilu. Ils seront bientôt déférés devant l'autorité judiciaire pour répondre de leurs actes, a promis le commandant de 1.113ème bataillon des FARDC, infanterie de Bandundu, colonel Alain Mbayo. Il rassure de la restauration de l'autorité de l'État dans cette partie du pays, à la suite des opérations militaires en cours.

« Il s'agit des assaillants qui ont participé à tuer les chefs Fadiaka et Bukusu. On a dépêché les militaires pour aller les appréhender. Ce sont des assaillants qui étaient de l'autre côté de Mai-Ndombe et qui voulaient juste transporter le conflit ici chez nous dans la province du Kwilu », accuse le colonel Alain Mbayo.

Les militaires et policiers, dépêchés sur place, ont mis la main sur certains d'entr'eux, « qui ont participé à ces désordres. Voilà maintenant ils sont parmi nous pour le transfèrement. Ils sont au nombre de 22, les hommes, les femmes qui ont leurs enfants. Nous sommes en train de travailler là-dessus ».

Selon lui, les forces de l'ordre sont en train de traquer les assaillants, « qui sont maintenant en débandade. Donc, leur puissance de nuisance diminue et ça continue à diminuer ».

Partie d'un présumé conflit foncier entre peuples Teke et Yaka à Kwamouth au Mai-Ndombe, la tension a affecté d'autres provinces de

l'ex-grand Bandundu. Elle a fait plusieurs morts, des dégâts matériels et des milliers des déplacés en détresse.

Menace sur la ville de Kinshasa

« La sécurité de la ville-province de Kinshasa est menacée par le conflit dans le Kwamouth. Les autorités congolaises devraient prendre des mesures idoines pour maîtriser ce conflit », a alerté Rita Bola, gouverneure de Mai-Ndombe, lundi 3 octobre, à la suite des échanges avec le président de l'Assemblée nationale, Christophe Mboso N'Kodia Pwanga. Elle était accompagnée des gouverneurs du Kwilu et du Kwango.

Cette rencontre était initiée dans le cadre de la recherche des solutions idoines aux conflits enregistrés dans les provinces issus de l'éclatement de l'ancienne province du Bandundu.

Cette rencontre a réuni les gouverneurs du Kwango, du Kwilu et de Mai-Ndombe, des présidents des assemblées provinciales, les députés provinciaux et nationaux de ces trois provinces ainsi que les chefs coutumiers et certains notables du Grand Bandundu.

De son côté, le gouverneur du Kwango, Jean-Marie Peti-Peti estime que cette situation a été provoquée :

« Ces deux peuples (Teke et Yaka) cohabitaient pendant des siècles. Aujourd'hui, les deux peuples se font la guerre, il y a bien une raison. Après avoir reçu les renseignements et écouter aussi les chefs coutumiers Teke, des points ont été identifiés : la hausse de la redevance coutumière. C'est un problème de cause à effet, le fait d'augmenter la redevance coutumière a entraîné automatiquement la révolte des Yaka. C'est un problème qu'on devait régler à l'amiable ».

PRÉ-COP 27

Félix Tshisekedi informé des avancées sur les engagements pris lors de la COP 26

Une délégation des Nations unies, partie prenante aux travaux de la Pré-COP 27 qui se tiennent à Kinshasa, conduite par la Secrétaire générale adjointe en charge de la Convention-cadre de la COP-27, Amina Mohamed, a fait part au Président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, de l'état d'avancement de la mise en œuvre des engagements pris lors de la COP 26 tenue en 2021 à Glasgow en Écosse, au cours d'une audience, lundi à la Cité de l'Union africaine.

Se confiant à la presse au sortir de l'audience, Mme Amina Mohamed a fait savoir que ces engagements se cristallisent essentiellement autour de l'atténuation du réchauffement climatique, de l'adaptation aux impacts climatiques, du financement, des pertes et dommages.

Il est question, a-t-elle indiqué, de voir comment faire respecter lesdits engagements lors de la prochaine COP prévue en novembre prochain en Égypte.



La Secrétaire générale adjointe de l'ONU a plaidé pour des discussions franches entre les pays « développés » et ceux « en voie de développement » parce que, a-t-elle dit, le besoin d'accroître le financement s'impose pour atteindre l'objectif d'adaptation climatique.

Pour a précisé Mme Amina Mohamed, l'enjeu

est de voir comment réduire les émissions des gaz à effets de serre lorsqu'on sait que les pays du G20 sont les plus grands pollueurs, et

s'assurer qu'ils respectent tout ce qui avait été convenu dans les Conventions y relatives.

La responsable onusienne a, par ailleurs, invité toutes les parties prenantes à s'impliquer activement dans la réussite du processus ainsi engagé.

Campagne contre la consommation des stupéfiants dans les camps militaires



L'Asbl « Minzoto » et le Service d'éducation civique, patriotique et d'actions sociales (SECAS) des FARDC ont lancé, vendredi à la paroisse protestante du Camp Lieutenant-colonel Kokolo à Kinshasa, le projet d'appui à l'insertion des jeunes vulnérables des consommateurs de drogues dans les camps militaires.

Dans son allocution de circonstance, le conseiller spécial du Chef de l'État en charge du changement des mentalités, Jacques Kangudia, qui a pris part à la cérémonie de lancement dudit projet, a qualifié d'un « un fléau à combattre » la consommation des drogues par la jeunesse congolaise.

Affirmant son soutien en vue de la réussite de ce projet conjoint SECAS/FARDC et « Minzoto », Jacques Kangudia a émis le vœu de voir ce projet s'étendre sur

toutes les provinces de la RDC.

« Chaque Congolais doit prendre ses responsabilités pour une jeunesse moderne par le changement des comportements et des mentalités », a-t-il expliqué, précisant que ce « chantier » est déjà en marche conformément à la vision du Chef de l'État Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo.

La toxicomanie, une réalité dans les camps militaires

Auparavant, la présidente de l'Asbl Minzoto, Delphine Nzuzi, a indiqué dans son mot d'ouverture, que l'objectif poursuivi par ce projet est de lutter contre l'absorption des substances toxiques ou stupéfiantes par les jeunes dépendants vivant dans les camps militaires.

Elle a reconnu qu'au « Camp Kokolo, la toxicomanie est un fait réel », avant d'exprimer le vœu des autorités du pays en général, et celles des forces armées en particulier, de voir les jeunes dépendants s'intégrer dans la société pour servir la nation de manière utile.

Delphine Nzuzi a affirmé que le cahier des charges du projet d'appui lancé conjointement avec le SECAS et les aumôneries des FARDC (catholique, protestante, kimbanguiste, etc.), inclut notamment l'accompagnement psychosocial, éducatif et spirituel, l'installation d'un bureau d'écoute et la prise en charge des toxicomanes, ainsi que la création d'un centre de désintoxication au Camp lieutenant-colonel Kokolo, en ce qui concerne la garnison de Kinshasa.

Signalons qu'en marge du lancement officiel dudit projet, des experts en toxicomanie/toxicologie ont fait des exposés de sensibilisation, portant sur trois thèmes principaux : « la drogue, un danger pour les FARDC » ; « la perception de la drogue par l'Eglise » et « les conséquences physiques de la drogue ». Cette cérémonie a connu la participation de plusieurs autorités tant civiles que militaires.

ACP

Activisme politique L'Église catholique se défend dans un rapport

Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) a publié lundi 3 octobre un rapport intitulé : « L'Église catholique en RDC : au milieu du village ou au cœur de la contestation » ? Selon ce document, la détermination de l'Église catholique à « ne mobiliser le plus souvent les fidèles que pour exiger la tenue des élections crédibles constitue une opportunité manquée. D'autant que la défaillance du système démocratique congolais ne tient pas seulement à la fraude électorale ».



Le rapport de GEC met l'accent sur l'activisme politique de l'Église catholique congolaise – concentré essentiellement aux droits politiques – et sur ses propres défis de démocratie en interne. « L'Église catholique est un acteur important de la sphère politique congolaise. De la Conférence nationale souveraine aux protestations autour du processus électoral entre 2015 et 2018, en passant par la redynamisation d'une opposition politique affaiblie par les pratiques de débauchage et de corruption, elle a joué un rôle crucial dans la lutte pour la démocratie dans le pays, à travers notamment la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) et le Comité laïc de coordination (CLC) », rappelle le rapport.

Le directeur du GEC, Jason Stearns, présente l'Église catholique comme « le socle des mouvements de protestation au Congo depuis au moins 1992, une autorité morale et un réseau de mobilisation ».

Même si tout le monde peut reconnaître l'activisme politique courageux de l'Église catholique congolaise, celle-ci n'a cependant pas mis une énergie similaire pour des questions non liées aux élections, à l'instar de celles relatives à justice sociale, ajoute-t-il. « Nous soutenons également que la décentralisation de l'Église catholique en RDC fait partie de ses obstacles internes sur le plan démocratique. Elle ne lui permet pas toujours de faire émerger un point de vue commun et cohérent entre les évêques. Aussi faudrait-il ajouter la problématique de la redevabilité au sein de l'Église, ses dirigeants n'étant pas élus par des paroissiens et ne rendant qu'exceptionnellement compte à ces derniers », analyse le rapport.

Pour Jason Stearns, « L'Église s'est concentrée de manière relativement étroite sur les élections, négligeant d'autres questions importantes, et doit travailler davantage pour être plus transparente et redevable à ses membres ».

Quant aux mouvements laïcs, particulièrement le CLC et le Conseil de l'apostolat des laïcs du Congo (CALCC), ils ont certes été incontournables pour les manifestations de rue, ils doivent cependant recourir davantage aux mécanismes de démocratie directe en leur sein afin de faire participer de plus en plus le citoyen au processus de prise de décision.

Quant aux mouvements laïcs, particulièrement le CLC et le Conseil de l'apostolat des laïcs du Congo (CALCC), ils ont certes été incontournables pour les manifestations de rue, ils doivent cependant recourir davantage aux mécanismes de démocratie directe en leur sein afin de faire participer de plus en plus le citoyen au processus de prise de décision.

Quant aux mouvements laïcs, particulièrement le CLC et le Conseil de l'apostolat des laïcs du Congo (CALCC), ils ont certes été incontournables pour les manifestations de rue, ils doivent cependant recourir davantage aux mécanismes de démocratie directe en leur sein afin de faire participer de plus en plus le citoyen au processus de prise de décision.

Kahuzi-Biega : des résultats scientifiques pour contribuer au développement du pays

Le directeur général de l'Institut supérieur d'agroforesterie et gestion de l'environnement de Kahuzi-Biega (ISAGE), le Pr Robert Akilimali Handjinga a réaffirmé l'engagement des chercheurs de son institution et d'ailleurs, à produire des résultats de la recherche devant contribuer à l'avancement de la science et du pays lors d'un entretien à l'Institut supérieur pédagogique de la Gombe (ISP/Gombe) à Kinshasa autour de du deuxième numéro de la revue du Centre de recherche scientifique interdisciplinaire de Kahuzi-Biega (CERSI/K-B) de l'ISAGE-Kahuzi-Biega dans le Nord-Kivu.



Il a souligné que ce deuxième numéro de la revue, CERSI/ K-B, contient des réflexions interdisciplinaires sur les sciences de gestion de l'environnement et des sciences humaines. Ce numéro de 233 pages publié au CERSI K-B en septembre 2022, comporte 15 (quinze) articles scientifiques rédigés par les chercheurs de l'Institut et des autres institutions universitaires.

Dans la poursuite de sa vision à deux piliers : la viabilisation et l'émergence scientifique de l'ISAGE/Kahuzi-Biega, le Pr Robert Akilimali Handjinga a à voir placé ce deuxième numéro dans la Bibliothèque nationale. Parmi ces 15 textes il a cité notamment : « Pénurie d'eau potable dans les ménages de la ville de Goma : un des facteurs de sous-développement (2013-2015) » de l'Assistante Sifa Maheshe Nathalie, « Transport routier sur la nationale n°3 et son impact socioéconomique : trnçon Miti-Hombo (2011-2013) » de Amuli Maoneo et compagnies, « Causes majeures minant l'épanouissement de la RDC. Etat de lieux et perspectives » de l'Assistant Baaruka Namira Serge, « Apport des

comités de conservation du PNKB et chaînes radiophoniques à l'éducation de la population de Buloho » des Assistants Bizuri Katobolo, Kusimwa Bishisha Cosmos et compagnies.

En majorité les articles publiés dans ce numéro sont des domaines de Gestion de l'environnement et de développement communautaire, a-t-il souligné.

Des causes majeures minant l'épanouissement relevées

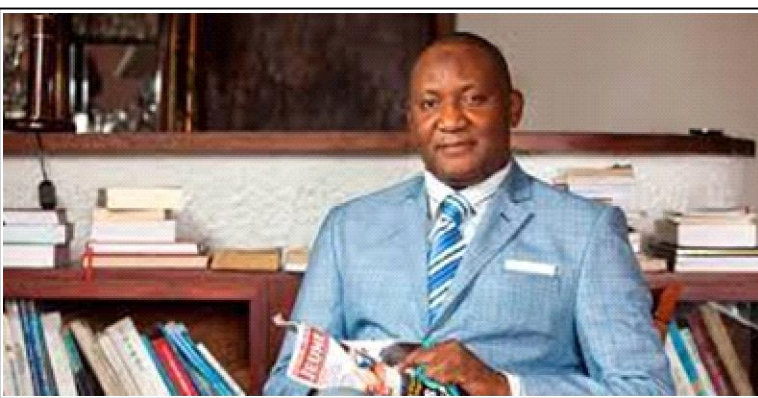
Dans « Causes majeures minant l'épanouissement de la RDC, état des lieux et perspectives », un article écrit dans cette nouvelle parution par le chercheur philosophe, Serge Baaruka Namira, le chercheur a scruté la situation congolaise sur l'aspect tridimensionnel (social, économique et politique), dégageant une certaine lenteur à instaurer un Etat de droit basé sur la bonne gouvernance et la justice distributive.

Il a relevé des maux comme : malversations financières, gestion opaque des fonds dans la plupart des entreprises publiques généralisées des recettes, persistance de la corruption, intolérance politique, échec de désarmement des milices, impunité, persistance de l'insécurité surtout dans la partie Est du pays, qui minent l'épanouissement de la RDC.

ACP

Moïse Moni Della : la Balkanisation de la RDC se profile à l'horizon ?

Depuis la prise de la cité stratégique de Bunagana par le supplétif de l'armée rwandaise appelé M23, il y a maintenant plus de trois mois, se profile à l'horizon le plan machiavélique de la balkanisation de la RDC.



À la manœuvre, le Rwanda en première ligne, suivi directement de l'Ouganda.

Le Burundi, la Tanzanie et le Kenya sont un peu en retrait dans cette sale besogne, mais très intéressés et très pressés comme des charognards qui attendent leur tour pour se jeter sur l'animal.

Il y a aussi les metteurs en scène qui tirent les ficelles loin de notre continent. Parmi ceux-là, des multinationales bénéficiaires directs des matières stratégiques auprès des groupes armés. Il y a aussi les puissances traditionnelles et

nouvelles.

Je tiens à attirer particulièrement l'attention de ceux qui nous dirigent, des Congolais, mais aussi de toutes les personnes physiques et morales, éprises de paix et de justice, que les ennemis de la RDC passent maintenant à la vitesse supérieure en propageant actuellement les concepts de la « zone tampon » ou de « droit à l'autodétermination ». Une notion dangereuse, sulfureuse et porteuse des germes de démembrement de notre cher, riche, grand et beau pays.

La zone tampon en droit international veut autrement dire une zone démilitarisée, un territoire neutre entre deux États voisins. Tandis que l'autodétermination renvoie aux « droits d'un peuple » à disposer d'eux-mêmes. C'est-à-dire de se choisir librement, par référendum, s'il entend ou non être souverain et se constituer en État. Déterminer son système politique et économique. Contrairement à

ce qu'avait déclaré récemment le président de la République sur France 24 et RFI que l'armée kényane va entrer par Bunagana et va en finir avec le M23, la réalité est tout autre.

Non seulement l'armée kényane n'est pas entrée par Bunagana, mais une fois sur le terrain, elle prêche la notion d'une neutralité négative dans une zone tampon entre les deux pays.

Cette position hypocrite du Kenya et des beaucoup des pays de la sous-région et même des occidentaux doit nous enlever définitivement la vision et l'illusion de croire que les forces étrangères peuvent mourir pour notre cause. Y croire, c'est faire preuve d'une naïveté enfantine.

La question qui s'impose est celle de savoir : qui a intérêt à l'instauration de la zone tampon à Bunagana ? La RDC propriétaire testamentaire des terres léguées par ses ancêtres d'une superficie de 2 345 000 km², a quel intérêt d'organiser le référendum à Bunagana ? C'est ici l'occasion de saluer le changement de naratif de notre diplomatie et le discours de fermeté, de clarté et de vérité du chef de l'État à l'Assemblée générale des Nations unies, où il a nommé sans détours et sans ambages le Rwanda.

Au-delà des discours, il faut impérativement les actions, qui passent par

une mobilisation générale et généralisée de toutes les forces vives du pays dans une sainte alliance, dans un front intérieur et populaire pour booter dehors les envahisseurs.

Lorsqu'un peuple se met debout, il est plus fort qu'une bombe atomique, je l'ai toujours dit. Les deux superpuissances de l'époque – les États-Unis et l'Union soviétique – ont échoué devant la détermination des peuples Vietnamiens pour le premier pays cité et des Afghans pour le second.

L'armée qui est la colonne vertébrale du pays mérite une construction, une motivation et une logistique à la hauteur des enjeux.

Pour y parvenir, il faut concomitamment construire l'armée et l'homme congolais au sein de la famille qui est la cellule mère d'une nation et au sein de l'école qui donne non seulement la science, mais aussi forge les consciences. Car science sans conscience n'est que ruine de l'âme.

Moïse Moni Della

Déstabilisation de la RDC depuis la RCA ?

Rencontre entre la ministre centrafricaine des affaires étrangères et l'ambassadeur congolais

Es - d r a s Bahekwa Kambale, ambassadeur de la RDC en République centrafricaine (RCA), a été reçu lundi 3 octobre par Sylvie Baïpo Temon, ministre centrafricaine des affaires étrangères. « Un échange qui a permis de mettre en lumière les élucubrations ayant pour vellités de nuire à l'excellence des relations de coopération bilatérale entre nos deux pays. D'une note confidentielle d'un diplomate à sa capitale, les ennemis de la paix ont profité pour activer les réseaux voués à la déstabilisation et à la création de tensions entre des pays frères », dit une note du ministère centrafricain des affaires étrangères.



Cela fait suite aux soupçons d'infiltration en RDC des militaires rwandais déployés sur le territoire centrafricain. Une note d'information adressée par la direction provinciale de l'Agence Nationale de Renseignements (ANR) au gouverneur du Sud-Ubangi alertait fin août sur la possible présence des dizaines de militaires rwandais sur l'île de singes dans le territoire de Libenge, non loin de la frontière avec la RCA et le Congo Brazzaville. Cette lettre a été largement partagée sur les réseaux sociaux. Une autre note attribuée à Esdras Bahekwa Kambale signée le 23 septembre rapportait d'autres faits similaires et insistait sur le souhait d'accélérer la signature de l'accord de défense entre la RDC et la RCA.

« Monsieur l'Ambassadeur a saisi l'opportunité de la rencontre pour infor-

mer Madame le Ministre des contrôles menés qui informent les allégations diffusées à travers les réseaux », a déclaré Sylvie Baïpo Temon

après son échange avec le représentant congolais.

Et d'ajouter:

« Pour clore la rencontre, il a été acté de poursuivre les travaux en cours visant à la tenue de la Grande Commission Mixte entre la RDC et la RCA aux fins de la signature d'Accords pour consolider l'excellence des relations entre la RCA et la RDC ».

Bangui et Kigali entretiennent d'excellents rapports. La participation rwandaise à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA) est appréciée par les autorités centrafricaines et par les Nations unies. 540 Casques bleus rwandais de la MINUSCA déployés à Bria ont été décorés de la médaille des Nations unies en septembre en reconnaissance du professionnalisme dont ils ont fait preuve dans l'accomplissement de leur mission en RCA. Un bataillon rwandais de la mission onusienne organise d'ailleurs des missions d'escorte de convoi pour la sécurisation du corridor Bangui-Garoua Boulai, qui lie la RCA au Cameroun.

Bangui développe également des rapports cordiaux avec Kinshasa. Les présidents centrafricains et congolais se rencontrent souvent et partagent régulièrement sur les relations bilatérales et les questions sécuritaires régionales.

Taboola

Pré-Cop 27

Les USA vont disponibiliser 12 milliards USD pour des pays moins industrialisés

En - voyé Spécial des États-Unis d'Amérique prend part aux travaux sur la Pré-Cop 27 ouverts ce lundi 3 octobre 2022 à Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo. Ces travaux permettent aux participants de donner des orientations sur les différentes thématiques qui vont constituer l'agenda des débats lors de la Cop 27 prévue au mois de novembre en Egypte



Interrogé sur les interpellations des pays sous développés qui accusent les pays développés de ne pas respecter leurs engagements à leur endroit alors qu'ils contribuent beaucoup dans la préservation de l'environnement, John Kerry a fait savoir que son pays les USA comptent disponibiliser 12 milliards USD en 5 ans dont 3 milliards USD seront déjà disponibles cette année

« Il y a eu une annonce par le président Joe Biden pour l'adaptation et la construction de la résilience. Il a proposé 12 milliards USD pour 5 ans et 3 milliards

seront disponibles déjà cette année et nous travaillons également dans ce point dans un mécanisme de financement pour essayer de mettre ça à la disponibilité de ceux qui sont prêts pour créer les affaires et mettre le climat des affaires beaucoup plus viable. Nous y travaillons, nous travaillons également avec d'autres pays pour les sensibiliser qu'ils aient plus d'ambitions et comme vous le savez, le Président Joe Biden a été en mesure de faire passer la loi sur la réduction d'inflation et ça rendu possible des fonds très colossaux qui seront en mesure d'être déployés», a fait savoir John Kerry devant la presse à l'issue d'une réunion bilatérale avec Eve Bazaiba, VPM, ministre de l'environnement et développement durable.

Le diplomate américain a indiqué que les termes références convenus entre Félix Tshisekedi et Blinken ont été également abordés lors de cet entretien avec Eve Bazaiba. À l'en croire, les échanges sont allés dans le sens de conserver la

réputation de la RDC dans la protection de l'environnement.

« Nous avons tenu une réunion très fructifiante, ça été très intéressant. Nous avons discuté sur les termes de référence qui ont été abordés avec le Secrétaire d'État Blinken, nous sommes déjà à 100% prêts pour ce groupe de travail et avancer et dans cette discussion nous sommes tombés d'accord, nous sommes convenus sur la possibilité de faire un équilibre entre la possibilité de conserver la nature et en même temps la création d'emplois. La discussion est allée beaucoup plus dans un sens de conserver la réputation de la République démocratique du Congo comme étant un leader en matière de protection de l'environnement et nous croyons que les efforts qui seront fournis par le groupe de travail vont aller dans ce sens là dans le cadre de la préparation de Pré-Cop et aussi la rencontre Charm El-Cheikh (Egypte) je voudrais féliciter la VPM, ministre de l'environnement et développement durable Madame Eve Bazaiba et le Président de la République dans cette matière » a ajouté John Kerry.

Dans son discours à l'ouverture des travaux de la Pré-Cop, Eve Bazaiba, vice-premier ministre congolaise, ministre de l'Environnement et du Développement durable, a une nouvelle développé son plaidoyer autour des plusieurs axes. Elle a dénoncé

en premier lieu « la tendance à la banalisation du non-respect des engagements internationaux pris par les parties à la Convention cadre des Nations unies sur le Changement climatique, avant et pendant la COP26 ». Elle est également revenue sur « la question des pertes et dommages liée aux impacts du changement climatique qu'il faut distinguer de celle de l'adaptation au changement climatique et les aborder séparément, vu que les pertes et dommages se réfèrent aux urgences et à des circonstances temporelles, alors que l'adaptation s'adresse plutôt à des circonstances plus structurelles à programmer sur du long terme ».

Au nom du gouvernement congolais, Eve Bazaiba a aussi insisté sur « la difficile cohabitation entre les questions de survie d'une part, et celles relatives à la réduction des émissions de gaz à effet de serre d'autre part ».

Lors de la COP26 à Glasgow, l'ancien premier ministre britannique Boris Johnson, le président américain Joe Biden, le président Felix Tshisekedi de la République démocratique du Congo et le président Ali Bongo Ondimba du Gabon ont annoncé une promesse de don de 12 donateurs de 1,5 milliard de dollars pour les forêts du bassin du Congo sur la période 2021-25.

Equation de Eve Bazaiba

" Devons-nous exploiter nos ressources et nourrir nos enfants ou les contempler et les laisser mourir de faim ? "



Ce lundi 3 octobre 2022 à l'occasion du lancement de la réunion préparatoire de la 27e conférence des parties sur le changement climatique (COP 27), Eve Bazaiba, vice-première ministre de l'environnement et du développement durable de la RDC, a prononcé un discours-plaidoyer en faveur des peuples protecteurs des forêts tropicales, tout en interpellant à la fois les pays industrialisés sur leurs responsabilités dans la recherche des solutions au problème de changement climatique.

Pour Eve Bazaiba, la communauté internationale devrait d'abord se pencher sur la question des ressources financières dont les pays africains ont besoin, ensuite sur celle des solutions aux urgences climatiques.

« Pendant que nous nous préoccupons des moyens de gérer les urgences que le changement climatique cause dans des régions qui en sont le plus exposées, ce que nous saluons comme membres de la communauté des acteurs climatique internationale, nous soulignons qu'il est encore plus urgent de se pencher profondément sur les changements structurels que l'adaptation au changement climatique impose aux communautés des pays les moins avancés, qui souvent se retrouvent dépourvues des ressources technologiques et financières pour ce faire », a-t-elle dit.

A e croire Eve Bazaiba, les pays africains sont confrontés à la difficulté de faire le choix entre réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et le besoin de survie des populations

« Nous citons la difficile cohabitation entre les questions de survie d'une part, et celles relatives à la réduction des émissions de gaz à effet de serre d'autre part. (...) nous avons besoin d'exploiter nos ressources naturelles et trouver du pain à nos enfants, mais sur la ligne de ce devoir, il y a de plus en plus d'obstacles associés à la nécessité de réduire nos émissions. Plusieurs pays africains ont du mal à opérer un choix entre la survie de leurs populations et le contrôle des émissions de gaz à effet de serre », a-t-elle continué.

Et d'interroger: « Que faire dans ces circonstances ? Exploiter nos ressources et nourrir nos enfants ou les contempler et les laisser mourir de faim ? ».

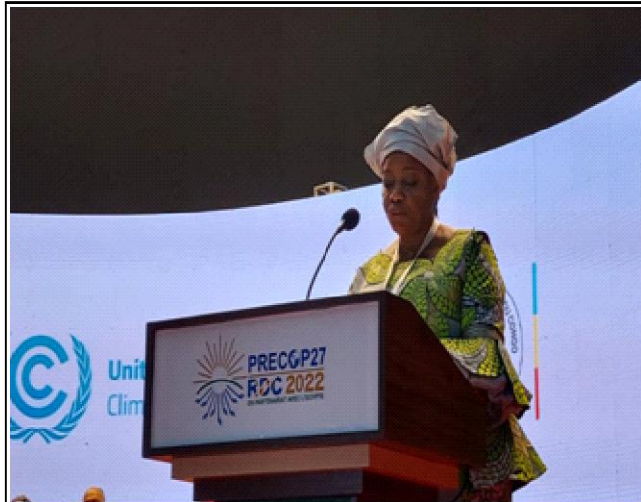
C'est ainsi qu'elle a affirmé que la RDC est prête à contribuer aux efforts mondiaux de lutte contre le changement climatique mais pas à n'importe quel prix.

« Notre pays la RDC prend ce jour le monde entier à témoin, et vous rassurons de notre choix comme gouvernement à contribuer aux efforts globaux de lutte contre le changement climatique. Mais à quel prix ? et avec qui ? car nous ne le ferons certes pas seuls et à nos propres frais. C'est simplement inimaginable et impossible », a affirmé Eve Bazaiba.

Notons que les participants à ces travaux qui se déroulent à Kinshasa du 3 au 5 octobre vont se pencher notamment sur les questions de l'adaptation et de l'atténuation des effets du changement climatique, de pertes et dommages subis par les pays vulnérables à ces effets et de financement climatique.

Bienfait Luganywa/7SUR7.CD

Eve Bazaiba : " les forêts de la RDC séquestrent quotidiennement près de 24,5 Gigatonnes de gaz à effet de serre "



le fait que notre région est à la fois victime des effets du changement climatique, et a un besoin de plus en plus pressant d'adaptation, alors qu'en même temps nous sommes détenteurs d'une bonne partie de la réponse basée sur le fait de nos immenses ressources naturelles, notamment notre biodiversité et nos 268 millions d'ha de forêts tropicales. », a-t-elle martelé.

Au-delà des raisons évoquées par Madame Eve Bazaiba, elle n'a pas manqué de mettre en exergue les préoccupations en rapport avec la préservation de son patrimoine forestier et de l'adaptation de son économie, de ses infrastructures et de ses commu-

munautés aux impacts négatifs du changement climatique.

« Nous citons en premier lieu la tendance à la banalisation du non-respect des engagements internationaux pris par les parties à la Convention cadre des Nations unies sur le Changement climatique, avant et pendant la COP26 ; en second lieu la question des pertes et dommages liée aux impacts du changement climatique qu'il faut distinguer de celle de l'adaptation au changement climatique et les aborder séparément, vu que les pertes et dommages se réfèrent aux urgences et à des circonstances temporaires, alors que l'adaptation s'adresse plutôt à des circonstances plus structurelles à programmer sur du long terme. En d'autres termes, pendant que nous-nous préoccupons des moyens de gérer les urgences que le changement climatique cause dans des régions qui en sont la plus exposées, ce que nous saluons comme membres de la communauté des acteurs climatiques internationale, nous soulignons qu'il est encore plus urgent de se pencher profondément sur les changements structurels que l'adaptation au changement climatique impose aux communautés des pays les moins avancés, qui souvent se retrouvent dépourvues des ressources technologiques et financières pour ce faire. En troisième lieu, nous citons la difficile cohabitation entre les questions de survie d'une part, et celles relatives à la réduction des émissions de gaz à effet de serre d'autre part. », a-t-elle déclaré.

Les forêts de la République Démocratique du Congo (RDC) séquestrent quotidiennement près de 24,5 Gigatonnes de gaz à effet de serre, alors que ses 105 Km² de tourbières constituent un stock naturel d'environ 30 Gigatonnes de dioxyde de carbone, soit l'équivalent de plus de deux ans d'émissions mondiales.

Ces propos ont été tenus par Madame Eve Bazaiba, Vice-Première Ministre, Ministre de l'Environnement et du Développement durable, dans son mot de bienvenue à l'occasion du lancement, le lundi 3 octobre 2022, des travaux préparatoires de la COP 27 sur le changement climatique au Palais du peuple à Kinshasa, la capitale de la République Démocratique du Congo (RDC).

Madame Eve Bazaiba estime qu'il est urgent de rehausser profondément et radicalement les ambitions climatiques et passer aux actes avant qu'il ne soit trop tard. « En vertu du principe de responsabilités communes mais différenciées, et du principe pollueur payeur qui forment l'épine dorsale du régime juridique international de la lutte contre le changement climatique, nos États ont chacun l'obligation d'agir contre ce phénomène très rapidement, efficacement et surtout proportionnellement à la part de responsabilité que chacun porte dans cette crise, afin de sauver la planète. C'est une question d'éthique et de morale climatique. », a-t-elle déclaré.

D'après Madame Bazaiba, plusieurs raisons justifient la décision de la RDC à organiser les travaux préparatoires de la COP27.

« En tant que Etat membre du Bassin du Congo, plusieurs raisons ont conduit mon pays à solliciter l'organisation des travaux préparatoires de la Conférence des parties à la Convention Cadre des Nations-Unies sur le Changement climatique, alors que celle-ci revient sur le continent africain pour la 3ème fois depuis 1992 date de l'adoption de la Convention. Il s'agit notamment : de l'urgence d'attirer l'attention de la communauté climatique internationale sur le Bassin du Congo, une région cruciale à la lutte contre le changement climatique, mais qui n'a à ce jour bénéficié que de très peu d'attention, alors qu'elle rend d'immenses services écosystémiques à l'humanité toute entière, dont notamment la protection de la biodiversité et la séquestration du carbone atmosphérique ; de souligner

La Vice-Première Ministre, Ministre de l'Environnement et Développement durable, Eve Bazaiba, fait aussi remarquer que plusieurs pays africains ont du mal à opérer un choix entre la survie de leurs populations et le contrôle des émissions de gaz à effet de serre, alors que le continent n'est responsable que de 4% des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

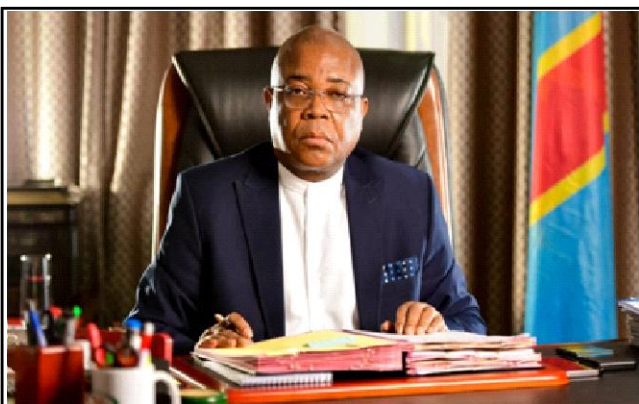
Consciente qu'une telle dotation en ressource naturelle ne saurait aller sans une responsabilité qui s'y rattache de manière presque automatique, dit-elle, la RDC s'est présentée au monde comme un Pays solution à la crise climatique, ayant pris conscience de la relation qui existe entre ses ressources naturelles et le changement climatique, et la responsabilité qui s'y rattache, dans un contexte de lutte contre l'extrême pauvreté de sa population.

Patrick Bomboka/zoomco.net

Urbanisme et Habitat

Pius Muabilu prêche " l'abordabilité des coûts de logements "

Chaque année, le premier lundi du mois d'octobre est consacré par les Nations unies pour célébrer la Journée mondiale de l'habitat. A cette occasion, le ministre congolais de l'Urbanisme et habitat, Pius Muabilu a, dans un message, relevé les efforts du gouvernement pour garantir des logements décents aux populations. Cette année, la Journée mondiale de l'habitat est célébrée sous le thème : « Attention à l'écart. Ne laisser personne



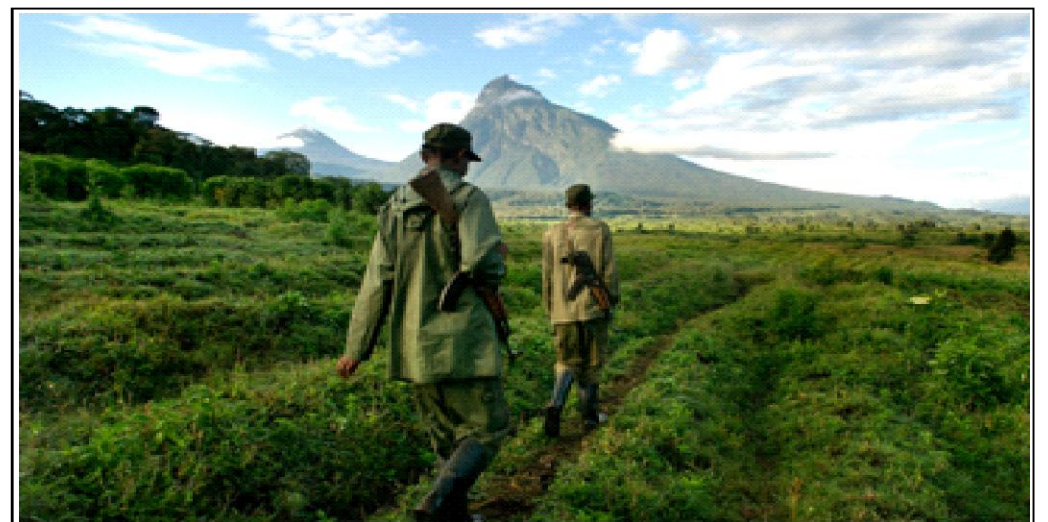
ni aucun endroit de côté». Le thème se penche sur la problématique de l'inégalité croissante et des défis à relever dans les villes et les établissements humains. Pour la République démocratique du Congo, le sous-thème retenu pour cette édition est : «Habitat décent pour tous». Dans son message à la nation, le ministre d'Etat en charge de l'Urbanisme et habitat a rappelé que depuis deux ans, les bases ont été posées pour une production massive des citées viables, décentes et ouvertes à tous, mais également pour la rénovation des quartiers anciens.

Selon le patron de l'habitat congolais, le gouvernement avait d'abord mis en place un programme ambitieux de construction des logements avec une vision claire sur les marchés de financement. « Certes, par les fonds publics, à travers des accords avec des partenaires bi et multilatéraux, notamment Shelter Afrique et ONU-Habitat pour la construction de logements décents essentiellement dédiés aux classes à faible et moyen revenu, mais également une série d'initiatives privées pour booster le secteur financier et le marché immobilier par un régime de faveur aux promoteurs immobiliers disposant d'un programme de logement réalisable dans un délai court », a expliqué Pius Muabilu.

Aussi, il a rappelé que ces projets marquent la volonté du pouvoir exécutif actuel à adopter une politique pro-habitat en vue de réduire au maximum le déficit criant dont ce secteur fait l'objet. Muabilu a évoqué les actions mises en place et opérationnalisées par le gouvernement, notamment le Fonds d'avance, Fonds du roi, l'Office national de logements (ONL), l'Agence congolaise pour la promotion immobilière (ACOPRIM) ainsi que le Fonds national de l'habitat (FONHAB). Ces deux établissements publics concourent à faciliter l'accès à la propriété immobilière des travailleurs par leurs employeurs et des fonctionnaires par leurs administrations, mais également de différentes corporations, avec des prêts au logement et des taux d'intérêts hypothécaires accessibles

Mutualisation ICCN-FARDC-PNC

Le parc des Virunga sous haute protection



Une force mixte ICCN-FARDC et la PNC a été déployée à Nzulo dans la partie sud-ouest du parc national des Virunga (Nord-Kivu), ont témoigné dimanche 2 octobre des sources locales. Elle a pour mission d'empêcher l'envahissement de cette partie du parc disputée par la population riveraine et l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN).

Le déploiement de cette force mixte fait suite à la requête des dirigeants du parc, qui décrient ces derniers mois, l'invasion de cette aire protégée par des personnes se disant autochtones de la zone.

C'est depuis le 30 septembre dernier que 125 éléments sont stationnés sur toute l'étendue de Nzulo avec pour mission d'assurer la permanence pour veiller à contrer l'envahissement des terres appartenant au parc. Cette

pour tous les demandeurs.

Enfin, le ministre de l'Urbanisme et habitat est revenu sur les réformes et mécanismes entrepris par le gouvernement pour booster le secteur financier et le marché immobilier. A l'en croire, le code de l'urbanisme et de la construction, ainsi que le Guichet unique de délivrance des permis de construire en sont des maillons importants et une garantie au besoin imminent de logement.

Par ailleurs, Pius Muabilu a précisé que « l'abordabilité des coûts de logements reste une question essentielle pour le gouvernement de la République. En conséquence, un plan d'action pour séduire les investisseurs immobiliers est prêt. Il s'agira notamment d'organiser dans les pays à forte diaspora congolaise des salons de l'Immobilier pour échanger et informer sur les opportunités d'affaires. Ces ateliers s'adresseront à l'ensemble des acteurs de l'immobilier mais aussi à la population congolaise ainsi qu'à toute la communauté internationale. »

Face aux érosions qui menacent plusieurs centres urbains du pays, la RDC avait articulé sa réponse autour de l'élaboration des plans urbains de référence, des plans d'assainissement et d'un programme urgent de lutte contre les érosions. De ce fait, toutes les villes bénéficieront des interventions du gouvernement, grâce au financement des partenaires internationaux dont l'Association internationale de développement, la Société financière internationale du groupe de la Banque mondiale, l'Agence française de développement et la JICA à travers divers projets de résilience urbaine qui vont améliorer les infrastructures et fournir les services de base, eau et électricité, aux établissements humains. « Nous avons commencé à Kinshasa et Kananga, avec respectivement le projet Kin Elenda et le Projet d'Urgence et de Résilience urbaine de Kananga (PURUK), mais l'ambition du gouvernement est d'aller partout et offrir de l'emploi à nos populations à travers la nouvelle politique nationale de logements », a-t-il rappelé.

Dan Kalala Kalambay/ouraga.cd

force est chargée d'empêcher ainsi l'exercice de toute activité contraire à la conservation de la nature dans cette région Sud-Ouest du parc, située dans le territoire de Masisi.

Ils vont empêcher la construction des maisons, la vente des parcelles et par la même occasion interdire les activités champêtres et l'exploitation du sable, a détaillé le directeur adjoint du parc national des Virunga, Rodrigue Mugaruka, lors de son adresse aux policiers et militaires déployés.

Dans cette zone, la population riveraine et le parc se disputent plus d'un millier d'hectares de terres depuis plusieurs décennies.

Un arrêté interdisant toutes les activités incompatibles avec la conservation de la nature à Nzulo avait été signé par le gouverneur du Nord-Kivu le 15 septembre dernier.

Sud-Kivu

Kamanyola : un militaire brulé vif par la population

Un soldat congolais est mort brulé vif, dans la nuit de dimanche 2 octobre, par la population en colère à Kamanyola, territoire de Walunda (Sud-Kivu).

La situation sociale est restée tendue dans cette partie du pays, où des coups de feu ont été entendus durant toute la nuit.

Selon la société civile locale, des barricades sont érigées sur la route menant vers les escarpements de Ngomo et vers la frontière congolo-rwandaise de Kamanyola.

Cette manifestation publique fait suite à un cas de vol survenu cette nuit chez un jeune homme dans un quartier de ce groupement.

La victime a été blessée par balles tirées à bout portant après avoir été dé-



pouillée d'une somme importante d'argent et d'autres biens de valeur.

La population de Kamanyola indexe les militaires des FARDC nouvellement affectés dans cette zone d'être des

auteurs de ce cas de vol.

L'un des bourreaux, tombé dans un ravin pendant la fuite, a été récupéré par les manifestants avant d'être brulé vif.

Ses deux autres complices se seraient retirés dans le camp militaire, en tirant des balles réelles pour se camoufler.

Pour l'instant, la circulation est bloquée sur la route nationale entre Uvira et Bukavu à la hauteur de Kamanyola.

Un conseil local de sécurité a été convoqué pour tenter d'apaiser la situation, qui reste très tendue.

Nord-Kivu

Attaque de présumés ADF : 11 morts à Beu Manyama

Onze civils ont été tués dans une attaque attribuée aux rebelles ADF, dimanche 2 octobre, au village Beu Manyama, dans le territoire de Beni (Nord-Kivu).

Selon le président de la société civile de la localité de Mamove, Kinos Katuho qui livre l'information ce lundi 3 octobre, il s'agit d'un bilan provisoire car la fouille pour retrouver certaines personnes se poursuit.

Ces assaillants ont fait cette incursion vers 17 heures, heure locale, à plus ou moins 20 Km à l'Ouest d'Oicha, chef-lieu du territoire de Beni, affirment les mêmes sources.

Kinos Katuho a également fait savoir que ces ADF seraient venus de la province de l'Ituri à partir de la rivière Samboko.

C'est alors qu'ils ont abattu huit civils



sur place avant d'en exécuter trois autres qu'ils ont enlevés peu avant leur fuite.

De son côté, le porte-parole du secteur opérationnel Sokola 1 Grand Nord, indique que les FARDC sont intervenues et se sont affrontées aux rebelles

vers la rivière Samboko et la forêt de Kota Okola au pont katoyi à la limite entre le Nord-Kivu et l'Ituri.

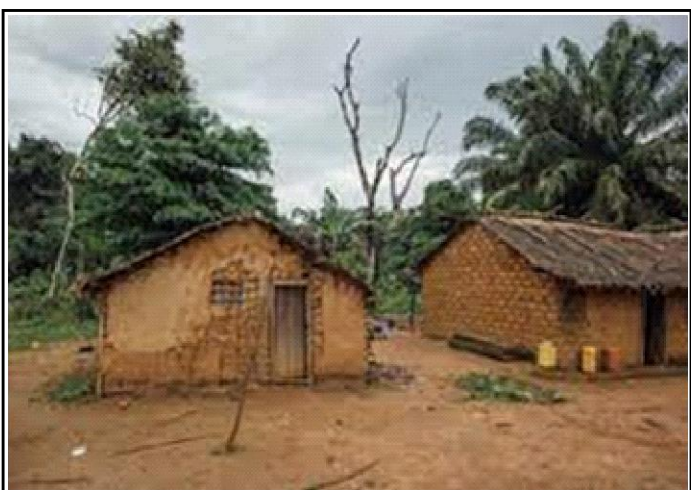
Le capitaine Anthony Mwalushayi indique qu'au cours des combats, l'armée a réussi à neutraliser trois rebelles ADF/MTN et récupérer deux armes de guerre du type AK 47.

La même source renseigne que les FARDC continuent l'opération de fouille dans la région pour tenter de mettre hors d'état de nuire ces ADF et assurer la sécurité de la population.

Kongo-Central

Le Kimbongo vendu...les habitants sans abris

Plus de soixante-dix habitants du village Kimbongo dans le secteur Boko, territoire de Mbanza-Ngungu, sont sans abris. Et près de



trois mille ménages vivant dans les villages environnants n'ont plus accès à leurs champs. Ces derniers ont subi une décision judiciaire ayant abouti à leur délogement, après l'achat de tout leur village par un tiers. Les élus de Mbanza-Ngungu, qui ont fait le déplacement de ce village dimanche 2 octobre, jugent

inadmissible le délogement de tout un village. Il a surséance pure et simple de cette décision judiciaire.

Selon les élus nationaux de Mbanza-Ngungu, Roger Matondo et Pierre Tsumbu, 90 hectares de terres que comprend le village Kimbongo et ses vestiges ont été achetés par une tierce personne. En effet, un conflit foncier opposait depuis des lustres deux familles habitant ce village.

C'est après le procès que la partie gagnante a vendu ses terres. Et

c'est le 27 septembre que les villageois ont été surpris par une équipe judiciaire, venue, sans une mise en demeure, exécuter la décision de délogement, prise par le tribunal de grande instance de Mbanza-Ngungu.

Les mêmes sources affirment que cette équipe judiciaire s'était fait accompagner de quinze policiers, censés encadrer cette opération, ainsi que des hommes de main de l'acheteur.

Lors de ce délogement, l'acheteur dont l'identité n'est pas encore révélée, disposait de deux bus et des motos, dans lesquels il a embarqué les villageois jusqu'au siège du secteur de Boko. Parmi eux, se trouvent des enfants et des personnes de 3e âge ayant vécu dans ce village toute leur vie.

Sous la barbe des policiers, les

hommes de main de cet acheteur ont incendié vingt-six maisons et tout ce qui s'y trouvait dans les villages Kilumbu et Lufulu, situés en amont du grand village Kimbongo.

En prenant possession de ces 90 hectares de terres, cet acheteur a aussi privé de nourriture, plus de trois mille ménages habitant les coins avoisinant ce village vendu, où ils exercent leurs activités champêtres.

Pour l'heure, ces habitants sont abandonnés à leur triste sort au secteur de Boko et ils n'ont reçu aucune assistance jusqu'à présent. Ils ont seulement reçu la visite de l'administrateur du territoire, samedi dernier, soit quatre jours après l'incident.

Les députés nationaux élus de Mbanza Ngungu disent poursuivre les démarches pour obtenir la surséance de cette décision judiciaire.

Ituri

Irumu : 14 personnes tuées dans une attaque des ADF à Kyamata

Quatorze personnes ont trouvé la mort et 36 maisons incendiées dans une attaque des ADF survenue, dans la nuit de samedi 1er octobre, à Kyamata dans le territoire d'Irumu (Ituri).

Parmi les victimes figurent deux femmes et deux enfants.

Plus de 200 ménages ont fui cette attaque dans les entités voisines autour de Boga, où il y a la présence des FARDC et de l'armée ougandaise.

Selon des sources locales, ces rebelles ont également kidnappé une dizaine de personnes dont le sort n'est pas jusqu'à présent connu.

Ces ADF sont venus du village de Mulangu, d'après des sources concordantes.

Des rumeurs circulaient déjà sur une probable attaque du village Kyamata par ces hommes armés.

Ils ont assiégé le village de Kyamata



avaient d'ouvrir le feu la nuit vers les habitations des populations, expliquent des sources de sécurité.

C'était la débandade totale dans la zone.

Les forces conjuguées

FARDC et armée ougandaise ont lancé l'assaut contre ces assaillants.

Ces deux forces lançaient déjà des tirs d'artillerie sur les différents bastions de ces rebelles, indique le président de jeunes de cette entité.

Cette intervention des forces mutualisées a obligé ces ADF à se retirer de la zone où une accalmie s'observe depuis dimanche soir.

Certains habitants ont commencé à regagner leurs milieux d'origine.

Au sein de la communauté locale, des voix s'élèvent pour insister sur la nécessité de renforcer des patrouilles de combats dans cette contrée en vue d'anéantir définitivement tous les foyers de ces rebelles.

Tanganyika

Nyemba, le pont charnière entre la quasi-totalité des territoires

L'Office des routes a réceptionné vendredi 30 septembre le pont Nyemba jeté sur la rivière Lukuga à environ 100 kilomètres de Kalemie. Ce pont permet de relier la quasi-totalité des territoires du Tanganyika. Long de 136 mètres, l'ouvrage a été construit par l'Entreprise générale Malta Forrest en six ans, pour un coût de plus de 29 millions de francs congolais (14,500 USD).

Ce pont est situé sur la route nationale numéro 33 sur l'axe Nyemba à une centaine de kilomètres de Kalemie.

Selon des sources dans le territoire de Kongolo, sa mise en service facilite le désenclavement et relie la quasi-totalité des territoires de la province du Tanganyika. Il s'agit de Kalemie, Nyunzu, Kongolo, Kabalo et Manono.



Il intensifie le trafic et facilite l'évacuation des produits agricoles vers les centres de consommation. Il s'agit notamment du maïs, de l'huile de palme, du riz, du ma-

nioc. Le pont Nyemba permet en outre d'éviter la traversée de la rivière Lukuga par bac ou en pirogue. Il facilite donc la circulation de la population et contribue à l'amélioration de la sécurité dans cette région.

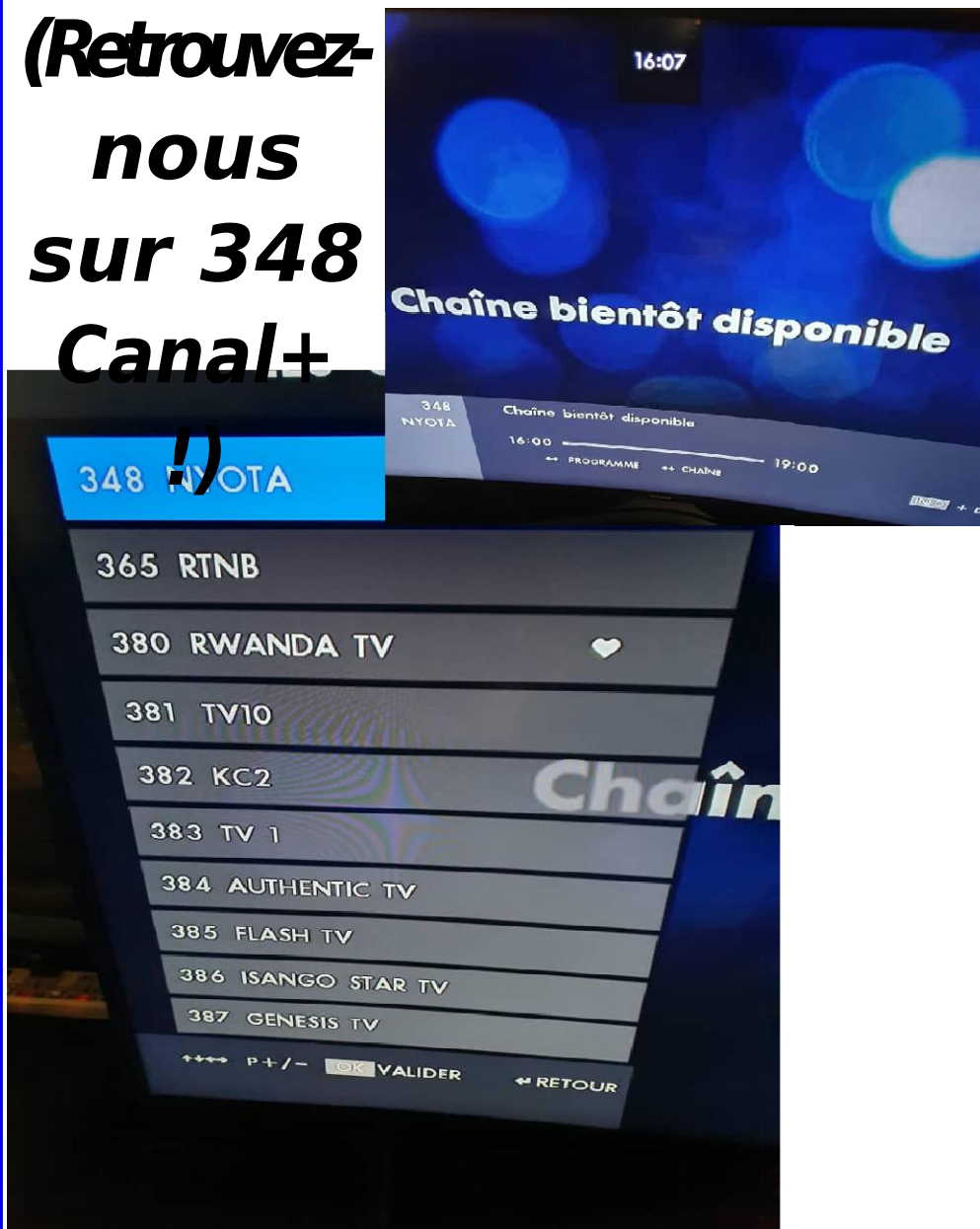
D'après, Alain Mukuna, directeur de passation des marchés à l'office des routes Kinshasa, la durée prévue des travaux était de 26 mois. Mais à la suite de certaines difficultés liées notamment aux problèmes de financement et à l'insécurité dans la région, les travaux sont allés jusqu'à 6 ans.

Arrêt sur image



Nyota TV sur Canal+

(Retrouvez-nous sur 348 Canal+)



Les éloges de François Hollande à Mukwege

L'ancien président français s'est-il politiquement chargé de plébisciter le Prix Nobel de la paix à affronter l'enjeu présidentiel de 2023 ? Lors de son séjour à Kinshasa et à Bukavu fin septembre, François Hollande a choisi les mots, les thèmes et leur contexte pour proclamer l'icône congolaise qui, aujourd'hui, fait bouger la planète.



François Hollande et Denis Mukwege lors de la visite de l'ancien président français à l'hôpital de Panzi à Bukavu dans l'est de la République démocratique du Congo @Photo Droits tiers

François Hollande avait chronométré ses sorties politiques et médiatiques en République démocratique du Congo à l'occasion de l'inauguration le 28 septembre, de l'Institut africain de chirurgie minimale Invasive, œuvre du chirurgien Denis Mukwege. « **Ma présence, ce n'est pas seulement, une fois encore le lieu qui unit la France à la République démocratique du Congo, ça doit être une mobilisation pour lutter contre toutes les violences faites aux femmes et pour faire cesser toutes les ingérences extérieures ici en RDC** ». Un coup de gueule qui sonne l'exaspération d'un homme d'Etat, de surcroît ancien président de la Répu-

blique française, l'une des puissances internationales. François Hollande savait qu'il s'adressait à Paul Kagame, le point focal de toutes les puissances occidentales réunies, dont les troupes occupent intentionnellement une partie du territoire de la République démocratique du Congo. Hollande a voulu joindre sa voix à celles des millions des Congolais qui dénoncent l'inaction de la communauté internationale et de puissances occidentales face aux massacres qui jettent femmes et enfants dans l'errance et la désolation. Elles (ces puissances) qui se nourrissent des ressources minières puisées sous le chaos de la République démocratique du Congo.

Elles n'ont rien entendu de tous les cris de détresse lancés depuis Beni, depuis l'Ituri, depuis Bunagana et Jomba, depuis Tchengerero et Kiwanja. Hollande s'est voulu compatissant aux malheurs des Congolais. « **Je veux aussi témoigner que vous avez cette chance ici en RDC d'avoir une personnalité comme Denis Mukwege. Le Nobel est félicité, admiré même dans le monde entier, mais qui est d'abord et surtout un Congolais, un médecin congolais qui travaille au**

Congo et qui ne se satisfait pas simplement des lauriers qu'on lui tresse par le monde ». Une interpellation responsable de l'ancien président français aux Congolais. François Hollande juge très important de soutenir l'œuvre de Mukwege. Il invite les sponsors du monde à emboîter le pas à Georges Forrest qui appuie les actions de prise en charge des femmes victimes des violences armées dans l'Est de la République démocratique du Congo.

Un institut africain de chirurgie minimale invasive à Panzi

François Hollande qui avait, à ses côtés, son épouse, n'a pas manqué de souligner la très haute technologie médicale qui s'introduit désormais en Afrique à partir de la RDC. C'est ici qu'il (le Docteur Mukwege) veut et il l'a montré encore aujourd'hui, faire son travail de médecin et faire en sorte que cet hôpital puisse continuer, avec les moyens les plus élevés de la science», a révélé le président Hollande. Exhortation a été faite pour que Mukwege opérationnalise cette unité médicale de très haut niveau et que des médecins (chirurgiens) congolais puissent y faire la démonstration de leur expérience. Hollande s'est avoué impressionné

de la qualité du projet. « **Ce fut une visite très impressionnante** », a-t-il reconnu tout en invitant tous les professionnels de santé qui y opéreront à en mesurer parfaitement la portée internationale : « **Soyez-en fiers amis Congolais d'être capables de produire un établissement hospitalier comme celui-la et qui va être une référence dans le monde. Parce qu'il y a les plus hautes technologies** », a-t-il expliqué aux Congolais présents à l'inauguration de l'ouvrage. Le projet vise à donner de la dignité aux femmes pour faire en sorte qu'elles puissent non seulement être réparées comme l'on dit, mais réinsérées dans la société.

Hollande se distance de vellétés politiques de Sarkozy

Si en janvier 2009 Nicolas Sarkozy, alors président de la France avait jeté un pavé dans la mare en proposant une restructuration géopolitique de la région des grands lacs africains, François Hollande (son successeur), veut clairement s'aligner dans la défense du peuple congolais. « **Si les conflits demeurent, si la guerre continue, si les forces étrangères s'invitent là où elles ne sont pas utiles mais au contraire nuisibles,**

s'il y a encore des violences qui sont commises par des groupes de toute sorte, alors vous pourrez ici faire votre devoir, de réparer, soulager, ce processus n'en finira pas », a mentionné très révolutionnairement l'ancien chef de l'Etat français. Une position saluée par la majorité des Congolais qui depuis 2009, garde une mauvaise perception des dirigeants français.

Jeanric Umande/ouragan.cd

Bunagana : Frank Diongo voit la solution entre Washington et Moscou

Le héros vivant est très méfiant vis-à-vis de la France qui s'est improvisée médiatrice de la crise entre Kinshasa et Kigali. Frank Diongo Shamba n'a pas du tout apprécié le rapprochement entre Félix Tshisekedi et Paul Kagame dernièrement à New York sous la facilitation du président français, Emmanuel Macron.

Le leader du MLP soutient fermement que la solution à la crise sera diplomatique mais en ciblant les véritables maîtres du jeu. « **La diplomatie passe inévitablement par l'implication directe et sincère des États-Unis d'Amérique ou alors de la Russie, soit que les Américains et les Russes s'entendent** », a réagi Frank Diongo Shamba, président du Mouvement Lumumbiste Progressiste (MLP). Pour ce leader Lumumbiste, la crise sécuritaire qui fragilise la République démocratique du Congo dans sa partie orientale ne pourra trouver d'issue qu'en s'attaquant aux véritables causes de la guerre du M23. C'est ainsi que le radical opposant déconseille les différentes initiatives entreprises jusqu'à présent par le

gouvernement congolais estimant que la solution passe absolument par Washington et Moscou. « **Ce ne sont pas les Européens, ce n'est pas la force régionale non plus, moins encore la Monusco qui sont la solution à la crise actuelle** », a répété le héros vivant.

Au sujet de la balkanisation du pays, Diongo avertit que le peuple congolais n'acceptera pas qu'un seul morceau de sa terre puisse aller au Rwanda. « **Nous doutons de la sincérité de la rencontre entre les présidents Tshisekedi et Paul Kagame à New York. Et puis il n'y a même pas eu de communiqué final sur lequel on pouvait analyser. En fait, c'est un rideau de fumée** », a-t-il admonesté.



Frank Diongo rejette la médiation d'Emmanuel Macron

La France est présentement malvue en Afrique, indique Frank Diongo Shamba. Le président du Mouvement Lumumbiste Progressiste persiste et signe : « **La France a échoué en Centrafrique, la France a échoué au Burkina-Faso et au Mali. Donc il n'y a pas d'efficacité de la diplomatie française, c'est ainsi que nous disons ne pas croire en la di-**

plomatie européenne », a-t-il catégoriquement rejeté. L'opposant congolais réagissait ainsi à la récente rencontre entre Félix Tshisekedi et Paul Kagame au siège de l'ONU à New York en marge de la 77ème Assemblée Générale annuelle de l'Organisation des Nations unies.

Jeanric Umande/ouragan.cd

Liberia

Saisie de cocaïne d'une valeur de 100 millions de dollars

L'Afrique de l'Ouest est devenue une zone de transit pour les drogues produites en Amérique latine et destinées à l'Europe.

Les autorités du Liberia, avec l'aide du bureau international des stupéfiants et de l'application des lois des Etats-Unis, ont saisi 520 kilogrammes de cocaïne d'une valeur estimée à 100 millions de dollars, ont indiqué lundi le ministre de la Justice et l'ambassade américaine.



tre la drogue (DEA) a confirmé ces deux arrestations, précisant que d'autres complices étaient encore en fuite.

Elle n'a en revanche pas confirmé les informations partagées sur les réseaux sociaux selon lesquelles la drogue aurait été stockée dans des conteneurs de poisson congelé. L'enquête est en cours, a-t-elle déclaré.

«Le gouvernement des États-Unis félicite l'action rapide de la DEA et de l'Agence nationale de sécurité qui a abouti à l'interception d'une cargaison de plus de 520 kilogrammes de cocaïne, d'une valeur de 100 millions de dollars, et à l'arrestation de deux trafiquants de drogue présumés (un Bissau-guinéen et un Libanais), a déclaré l'ambassade des Etats-Unis à Monrovia.

«Le succès de cette opération est le résultat direct d'une excellente communication entre les organismes chargés d'appliquer les lois du monde entier, notamment le Brésil, les États-Unis et le Libéria, entre autres», a-t-elle poursuivi.

Depuis plusieurs années, l'Afrique de l'Ouest est devenue une zone de transit pour les drogues produites en Amérique latine et destinées à l'Europe.

«Je suis ici pour confirmer une saisie majeure qui a été menée le 1er octobre 2022, et qui a conduit à la prise de 100 millions de dollars de cocaïne pure», à Topoe village dans la banlieue ouest de la capitale Monrovia, a déclaré le ministre libérien de la Justice Musa Dean au cours d'une conférence de presse.

Un ressortissant de Guinée-Bissau «a été arrêté et est en détention», tout comme un ressortissant libanais, a-t-il ajouté.

L'Agence nationale de lutte con-

Ethiopie

L'aviation érythréenne entre en action dans le Tigré

La guerre continue dans le Tigré, dans le nord de l'Éthiopie. Ce dimanche 3 octobre, les forces tigréennes ont annoncé un repli stratégique hors de la région de l'Amhara, sur le front sud.

Ailleurs, les lignes d'affrontement semblent stabilisées, aucun camp de n'ayant pris le dessus, tandis que l'aviation est entrée en action la semaine dernière, notamment l'aviation érythréenne.



Les Mig-29 de l'aviation érythréenne ont effectué au moins quatre sorties au-dessus du Tigré en une semaine : c'est ce que confirme une source de l'aviation érythréenne à nos confrères de Radio Erena. On ignore encore quelles cibles ont été frappées, mais c'est la première fois cette année que les chasseurs-bombardiers d'Asmara sont engagés au-dessus du territoire de son voisin éthiopien.

« Les enrôlements de force ont redoublé en Érythrie », raconte encore le journaliste Amanuel Ghirmay, de Radio Erena. Le gouvernement a lancé une campagne de don du sang pour soutenir les soldats. Tout le monde a bien compris que c'était la guerre. »

L'aviation éthiopienne pour sa part a frappé les centres urbains de Dedebit et Shire, dans le nord-ouest, et surtout d'Adi Daero, tuant au moins cinq civils mardi der-

nier, selon des sources humanitaires et diplomatiques. Le gouvernement d'Addis-Abeba a reconnu qu'il s'agissait bien de ses avions qui visaient des « caches d'armes », et non ceux d'Asmara, comme le prétendaient les Tigréens.

Mais hormis autour de la ville de Sheraro, dans l'ouest, les belligérants n'ont fait aucune percée significative. Un observateur militaire indique toutefois que les troupes érythréennes qui menaçaient l'est de la capitale du Tigré, Mekele, par la région Afar, ont reculé ces derniers jours. Et dimanche, le commandement tigréen a annoncé un repli tactique de ses forces qui s'étaient avancé vers le sud dans le Nord-Wollo, sur la route pénétrant dans la région Amhara depuis leur capitale.

Sénégal

Le chef de la diplomatie ukrainienne commence sa tournée africaine

Le ministre ukrainien des Affaires étrangères était ce lundi 3 octobre en visite officielle au Sénégal, pays qui assure la présidence de l'Union africaine. C'est la première étape de la première tournée africaine de Dmytro Kuleba.



perceptions. Je peux facilement imaginer que les Sénégalais peuvent être perplexes sur les origines du conflit, loin, en Europe. Et nous savons à quel point la propagande russe est forte. Vous, au Sénégal, vous auriez rejeté les tentatives d'imposer la volonté de quelqu'un d'autre sur vous, car vous êtes une nation fière et forte, et nous aussi ».

Le président Macky Sall s'était rendu

en Russie en juin dernier pour rencontrer Vladimir Poutine. Il a également été invité par le président ukrainien de Kiev. Aïssata Tall Sall, ministre sénégalaise des Affaires étrangères. « Le président Macky Sall est porteur de ce message de paix, pour qu'on puisse résoudre cette crise en Ukraine. Bien sûr, il a reçu l'invitation du président Zelensky, il y répondra par les voies appropriées au moment opportun. En tout cas, dans cette voie pour la paix, le Sénégal veut être un acteur majeur au nom du continent africain. »

Dans l'immédiat, un renforcement de la coopération a été annoncé dans les domaines de la formation de personnel diplomatique, de la cybersécurité et du numérique.

« Je ne viens pas en Afrique contre qui que ce soit », a dit le chef de la diplomatie ukrainienne. Pour Dmytro Kuleba, le continent est aujourd'hui une « priorité » de la politique étrangère de Kiev

« Je suis là aujourd'hui car nous respectons l'Afrique, et parce que nous voulons que vous sachiez la vérité, et pour mieux nous comprendre, autant que nous voulons mieux VOUS comprendre, vos inquiétudes et vos

Madagascar

Arrestation d'un militant important après des accusations sur Facebook

Un opposant a été placé sous mandat de dépôt, ce week-end, après avoir ouvertement accusé sur les réseaux sociaux trois hommes, dont un député, un policier et un opérateur économique français, de fournir en munitions des groupes armés qui sèment la terreur en brousse.

En attendant leur procès, tous ont été placés sous les verrous. Un climat qui, à un an de l'élection présidentielle, n'augure rien de bon pour la suite. La société civile note déjà une réduction de l'espace civique.

Huit mois après sa condamnation pour diffamation, outrage à l'État et diffusion de fausses nouvelles, l'opposant politique Mahery Lanto Manandafy, encore sursitaire, vient d'être jeté en prison. À quelques pas de l'entrée de la maison d'arrêt, son épouse raconte : « Il a voulu dénoncer un réseau mafieux du côté d'Antsalova qui finance des balles pour les dahalos, les voleurs de zébus. La semaine passée, il a donc décidé de sortir la liste des gens impliqués et immédiatement, la personne qu'il a dénoncée a porté plainte contre lui. »

Une plainte sans procès qui lui vaut un détour par la case prison. De quoi donner un peu plus raison encore aux indicateurs internationaux qui pointent du doigt la piètre qualité de l'espace civique malgache.

Augmentation de la répression

« C'est un fait, ce n'est pas une perception. Les répressions ont augmenté d'un



cran parce que les élections approchent, la communication politique augmente de jour en jour. » Hery Rason, est directeur exécutif de l'ONG Ivorany qui milite entre autres pour une gouvernance intègre. « En tant que société civile, j'aimerais qu'on ne fasse pas deux poids deux mesures, et qu'on applique les mêmes règles pour tout le monde. Il n'y a pas d'égalité de traitement aujourd'hui dans l'application de la loi sur la cybercriminalité entre ceux qui soutiennent le pouvoir et ceux qui sont dans l'opposition. On devrait aussi punir les comptes fake pro-pouvoir, qui polluent les réseaux sociaux, qui sont pro-pouvoir. »

Hery Rason regrette aujourd'hui un usage excessif de la notion d'atteinte à la sûreté de l'État, mais aussi la mauvaise utilisation de cette fameuse loi sur la cybercriminalité. Mais face aux atteintes visibles à la liberté d'expression, il déplore également une tendance inverse : l'abus de liberté sauvage. Tout dire, tout publier, tout reposer, sans vérification ni questionnement quant à la possibilité de diffamer.

Le clip " Ivre d'amour " d'Héritier Watanabe présent sur la toile



Kinshasa en République démocratique du Congo, est un chanteur, danseur et auteur-compositeur-interprète congolais. Il se fait connaître grâce à son intégration au sein du groupe Wenge Musica Maison Mère de Werrason durant 16 ans, jusqu'à sa démission en 2015.

Il signe en 2015 avec Obouo Music, label du producteur ivoirien David Monsoh, et sort son premier single B.M, le 13 juillet 2016 récompensé Meilleur chanson de l'année aux Hapa Music Awards aux États-Unis. Son premier album Carrière d'honneur – Retirada est publié le 10 novembre 2016. Le 26 février 2021, il sort son deuxième et un double album intitulé Mi-ange Mi-démon, tout simplement moi dont la première partie Tout simplement moi (Mi-ange) est publié le 18 décembre 2020. Pour lui, les anciens chanteurs congolais Debaba, Papa Wemba et JB Mpiana restent des modèles pour Héritier alias Mutu na ntembe.

Saint Hervé M'Buy/ouragan.cd

Le chanteur Héritier Bongondo Kabeya, Héritier Watanabe pour ses fans, a lancé le clip officiel de sa chanson « Ivre d'amour » sur les plateformes de téléchargement et streaming. A travers cette chanson, l'artiste a consacré cinq minutes de dédicace à un mécène congolais. « Ivre d'amour » est un extrait de l'album « Mi-ange mi-démon ». Héritier peut d'ores et déjà se frotter les mains dans la mesure où ce tube draine à ce jour une trentaine de milliers de vues depuis sa mise en ligne. Héritier Watanabe va communier avec ses fanatiques dans un concert annoncé pour le 25 décembre 2022 au Stade de Martyrs de la Pentecôte. Héritier Watanabe, né Héritier Bondongo Kabeya le 29 août 1982 dans la ville de

Double concert de Robinio Mundibu le 23 et 30 octobre en Angola



Le chanteur congolais, Mongala Akelembi, alias Robinio Mundibu pour les intimes, programme un double concert en Angola, soit le 23 octobre à « Tudilu Show Place » et le 30 octobre à « Campa Do Baza ». Ces productions tombent à quelques jours de la sortie de son nouvel opus prévu à la fin de l'année 2022. En effet, l'artiste travaille en studio et multiplie les répétitions pour préparer son nouvel opus afin de satisfaire ses fans à l'occasion de fêtes de fin d'année. Cette œuvre en gestation est pourvue d'un générique intitulé « Yobe ».

Dans un des titres de cet opus « Malembe », Mundibu s'illustre dans un featuring avec la chanteuse congolaise résident en Belgique, Pénélope. Mongala Akelembi aka Robinio Mundibu est un artiste congolais, né à Mbuji-

Mayi en République démocratique du Congo. Il a débuté sa carrière, en 2002, chez Do Akongo, ex-musicien de Quartier Latin. Puis, il rejoint Tutu Caludji, ex-musicien du grand Wenge Musica BCBG 4X4. En 2009, il intègre la formation Wenge Musica Maison Mère de Werrason et y évolue 5 ans.

Parmi ses références, Kester Emeneya, Koffi Olomide et Roga Roga. Ce n'est finalement qu'en 2014 que Robinio Mundibu se lance dans une carrière solo avec son premier titre « Vantard », suivi de « Mbonzimbongi ». L'année suivante, le chanteur revient avec 4 morceaux : « Ye Yo Ok », « Etirette », « Zuwa » et « Compliqué », qui connaîtront le succès auprès du public congolais. En 2016, sa rencontre avec le producteur Manou Matondo donnera naissance au EP Chiffre 9.

Saint Hervé M'Buy/ouragan.cd

Werrason en concert le 08 octobre prochain à Sofitel Hôtel à Abidjan

Le chanteur Noël Ngiama Makanda alias « Werrason » se produit le 08 octobre 2022, à Sofitel Hôtel à Abidjan en Côte d'Ivoire. Cette production va permettre au Roi de la forêt de communier avec ses fans de la Côte d'Ivoire en leur offrant un moment d'ambiance aux rythmes de Ndombolo et de la Rumba proprement dite. Werrason constitue dans l'histoire du clan Wenge musica une figure emblématique à travers ses chansons et shows. Sa présence sur la scène apporte une attraction particulière dans les productions musicales. Dans l'histoire du clan Wenge, il détient sept albums avec Wenge musica 4x4 formule originale, plus de 10 avec le groupe Wenge musica « Maison mère » sa propre structure et 2 en solo.

Noël Ngiama Makanda, mieux connu par son nom de scène Werrason, est un chanteur, auteur-compositeur, producteur congolais né le 25 décembre 1965 à Kikwit, en République démocratique du Congo. Il est le leader du groupe Wenge Musica Maison Mère. Werra est l'un des artistes les plus populaires en RDC et sur le continent africain depuis plusieurs années. Principalement connu pour être une des figures emblématiques de Wenge



Musica, le groupe qui avait donné le nom de Ndombolo à la musique congolaise. L'orchestre a fait danser l'Afrique et sa diaspora durant les années 1990, avec JB Mpiana. Ses compositions Mulolo et Kin É Bougé, partagées avec Mpiana, et surtout Kala-Yi-Boeing feront partie des chansons les plus connues de l'orchestre.

Wenge finira par se disloquer le 7 décembre 1997 à cause des rancœurs nées entre Werra et JB Mpiana. Le groupe éclate en 2, d'un côté : Wenge Musica Maison Mère avec Werrason, Didier Masela, Adolphe Dominguez, Christian Mabanga, Ali Mbonda, Michael Tee, Bidjana Vangu, Djolina Mandundila, Japonais Maladi et Ferré Gola et de l'autre : Wenge BCBG Les Anges Adorables avec JB Mpiana, Alain Prince Makaba et Blaise Bula et la totalité des autres.

Saint Hervé M'Buy/ouragan.cd

Présentation le 29 octobre du livre : " Militariser l'agriculture, guerre sans fin contre la faim "

PARLEMENT DES ÉTUDIANTS
PLÉNIÈRE EXTRAORDINAIRE
Auteur du livre
MILITARISER L'AGRICULTURE
" GUERRE SANS FIN CONTRE LA FAIM "
Invité d'honneur
Hon. Sénateur et Écrivain
Didier MUMENGI
29 Oct 2022
09h00' - 15h00'
CONTACT : +243 (0) 81 98 56 733
Salle de conférence de la CENCO à la Gombe.
Parlement des Étudiants RDC

Le parlement des étudiants congolais, en partenariat avec le parlement Panafricain, organiseront le 29 octobre prochain, dans la salle de conférence de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO), dans la commune de la Gombe à Kinshasa, une plénière extraordinaire consacrée à la présentation du livre intitulé : « Militariser l'agriculture, guerre sans fin contre la faim », du sénateur, Didier Mumengi.

Cette cérémonie à caractère culturel sera organisée

dans le cadre de la célébration de la Journée africaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, commémorée le 30 octobre de chaque année.

Selon les organisateurs, le livre de Didier Mumengi, a la vocation d'être la solution radicale au problème de la faim en République démocratique du Congo (RDC). L'ouvrage compte 396 (trois cent quatre-vingt-seize) pages réparties en 8 (huit) chapitres et publié aux éditions : « Book express ».

ACP

CAN 2025

Quels pays pour l'organiser malgré des délais courts?



La Confédération africaine de football (CAF) a lancé un appel à candidatures pour organiser la 35e Coupe d'Afrique des nations masculine (CAN 2025), après avoir retiré cette CAN 2025 à la Guinée. Quels pays sont susceptibles d'accueillir un tel tournoi à trois ans de l'événement ? Tour d'horizon.

L'Afrique du Sud, une valeur sûre ?

Grâce aux dix stades de la Coupe du monde 2010, à son réseau de transports, à sa tradition touristique et à ses capacités logistiques, l'Afrique du Sud pourrait accueillir une phase finale en juin/juillet 2025 (hiver en Afrique australe) ou en janvier/février 2025 ou 2026.

Deux problèmes, toutefois. Premièrement, la Fédération sud-africaine (Safa) veut se présenter à l'organisation de la Coupe du monde féminine 2027, un projet porté par les excellents résultats des Banyana Banyana mais difficilement conciliable avec le coût et les complications de la CAN 2025. Deuxièmement, le gouvernement sud-africain n'avait appuyé ni la volonté de la SAFA d'organiser la CAN 2019, ni celle d'abriter le Mondial 2023 féminin. Le gouvernement sud-africain voudra-t-il de la 35e Coupe d'Afrique après avoir déjà reçu sans grand enthousiasme la CAN 2013 et le CHAN 2014 ?

L'Algérie, en pleine démonstration ?

L'Algérie est sous le feu des projecteurs. Après des Jeux méditerranéens 2022 globalement salués, le pays s'apprête à abriter le premier Championnat d'Afrique des nations (CHAN 2022) à 18 équipes. Un test supplémentaire sur sa capacité à organiser une phase finale d'un gros tournoi de football. Il a les stades pour, entre ceux d'Alger (5-Juillet,

Baraki), de Blida (Mustapha Tchaker), d'Oran (Olympique et Ahmed Zabana), de Constantine (Mohamed Hamlaoui) et d'Annaba (19-Mai-1956), moyennant parfois quelques sérieuses réfections.

L'Algérie n'a en outre plus accueilli cette compétition depuis 1990 et l'envie est là. « On va présenter un bon dossier pour organiser la Coupe d'Afrique des nations CAN 2025 », a ainsi d'ores et déjà promis le ministre des Sports, Abderrazak Sebgag. « J'encourage l'Algérie à présenter sa candidature pour abriter la CAN 2025 », a abondé le président de la CAF, Patrice Motsepe. Une CAF où les Algériens ont toutefois peu de poids, ce qui les avait en partie empêchés d'obtenir les CAN 2017, 2019 et 2021...

Le Maroc, omniprésent ?

Après avoir organisé le CHAN 2018, les Jeux Africains 2019, la CAN de futsal 2020, la CAN féminine 2022 – et en attendant la CAN des moins de 23 ans 2023 et la CAN féminine 2024 – le Maroc va-t-il changer de braquet ? Le Royaume chérifien, à l'instar de l'Afrique du Sud, réunit presque tous les critères pour accueillir la CAN 2025. Sans parler de son énorme poids politique à la CAF et dans le monde du sport africain de manière générale.

Reste à savoir si le Royaume chérifien ne nourrit pas des ambitions plus élevées qu'une phase finale de Coupe d'Afrique ? Après avoir candidaté en vain pour l'organisation de la Coupe du monde 2026, les Marocains sont en effet tentés de chercher des alliés pour organiser celle de 2030. Sans parler d'une éventuelle candidature à l'organisation du Mondial 2027 féminin.

La Tunisie, candidate surprise ?

À l'instar des autres pays du Maghreb et de l'Égypte, la Tunisie semble disposer des

infrastructures requises pour remplacer la Guinée dans moins de 3 ans. Et comme ses voisins nord-africains, ce pays peut accueillir la compétition en juin/juillet, ce qui éviterait à la CAF de gros conflits avec les acteurs du foot européen, peu enclins à laisser les joueurs disputer une CAN en janvier/février.

Les Tunisiens n'ont cependant plus abrité une compétition majeure de la CAF depuis la CAN 2004 remportée à domicile et n'ont pas davantage manifesté leurs intentions de se présenter.

Des pays alliés ?

Ces dernières années, plusieurs pays ont affiché leur envie d'être le théâtre de la CAN 2025, 2027 ou 2029 : Burkina Faso, Nigeria, Sénégal, Zambie, notamment. Des pays qui, seuls, ne semblent pas en mesure d'avoir tous les stades et autres facilités nécessaires dans trois ans.

Certains, à l'image d'Amaju Pinnick, désormais ex-patron du football nigérian, l'ont bien compris. En juillet 2022, l'ancien président de la NFF a ainsi annoncé le souhait du Bénin et du Nigeria de joindre leurs forces.

Dès 2019, le patron du foot sénégalais avait proposé de coorganiser cette 35e édition avec la Guinée, la Gambie et la Mauritanie. Un projet auquel certains Guinéens se sont d'ailleurs raccrochés pour tenter de sauver leur CAN.

Quid enfin des deux duos qui se sont constitués pour décrocher la CAN 2027, le Botswana et la Namibie d'un côté et l'Ouganda et la Tanzanie de l'autre ? Vont-ils bousculer leurs projets pour 2025 ?

Un organisateur récent ?

Pour 2015, la Guinée équatoriale avait sauvé *in extremis* la CAF, après un bras de fer entre la Confédération africaine et le Maroc. Les Équato-Guinéens avaient pourtant co-organisés avec les Gabonais la CAN à peine trois ans plus tôt. Et pour 2017, le Gabon avait été préféré à d'autres candidats pour remplacer une Libye en guerre.

Est-il imaginable que l'Égypte (CAN 2019) ou le Cameroun (CAN 2021) dépannent à leur tour ? Les deux pays conservent évidemment ce qu'il faut pour. Mais ils semblent avoir tourné la page et ont d'autres projets. Les Camerounais vont par exemple recevoir les Jeux de la solidarité islamique en 2027.

Handball/25ème CAN

Les Léopards seniors dames en stage en France



Les Léopards seniors dames handball séjournent à Paris, en France, pour préparer la 25ème édition de la Coupe d'Afrique des nations de handball de la catégorie.

Pour le sélectionneur de l'équipe nationale féminine, Francis Tuzolana, ce stage est satisfaisant et lui permet de tester l'état d'esprit de l'équipe. L'ossature de l'équipe a été renforcée pour faire un bon résultat à la CAN. Les Léopards

ont remporté son premier match amical face aux Mamertines vendredi 30 septembre dernier sur le score de 37-21.

La 25ème édition de la Coupe d'Afrique des nations de handball seniors dames aura lieu à Dakar au Sénégal du 09 au 19 novembre prochain. La RDC est classée dans le groupe A avec l'Angola, le Cap-Vert, et l'Algérie, rappelle-t-on.

CHAN 2023 : les léopards connaissent leur calendrier

Tirée dans le groupe B

MATCHES OF GROUP B	
14/01/2023 ROUND 1	
DR CONGO 17:00	UGANDA
COTE D'IVOIRE 20:00	SENEGAL
18/01/2023 ROUND 2	
DR CONGO 17:00	COTE D'IVOIRE
SENEGAL 20:00	UGANDA
22/01/2023 ROUND 3	
SENEGAL 20:00	DR CONGO
UGANDA 20:00	COTE D'IVOIRE

Ivoirienne et Sénégalaise, est désormais fixée en ce qui concerne les dates de ses prestations.

Vainqueurs de la compétition à deux reprises, les léopards qui n'ont raté qu'une seule édition de ce championnat, y vont sûrement avec un objectif bien taillé, celui de confirmer leur casquette de favoris. Ils affronteront d'entame la sélection ougandaise le 14 janvier prochain, soit quelques jours avant de matcher



pour le déroulement du prochain Championnat d'Afrique des Nations, la sélection A' de la République Démocratique du Congo qui affrontera les sélections Ougandaise,

les éléphants de la Côte d'Ivoire avant de boucler avec la phase de groupes le 22 du même mois avec une opposition contre les Lions de la Teranga du Sénégal.

Les indicateurs sont précis

RDC : la 3ème guerre mondiale ?

Plus de doute, le divorce est consommé entre les pays géant le Conseil de sécurité des Nations-Unies au sujet de la situation précaire que connaît la République Démocratique du Congo depuis plus de deux décennies. A preuve, cet écart pris par la Chine qui, pour la première fois, en appelle à la fin de l'embargo sur les armes imposé à ce pays, pourtant en proie à une permanente et intense insécurité causée par plus d'une centaine de groupes armés et rébellions de façade.

Chaude alerte à prendre avec considération. En effet, à l'occasion de l'examen du dernier rapport du secrétaire général de l'ONU sur la situation sécuritaire en RDC, DAI Bing, représentant permanent adjoint aux Nations Unies, s'est voulu direct. Il a demandé au Conseil de sécurité de mettre un terme à l'embargo qui frappe la RDC, en répondant positivement à la demande y afférente introduite par Kinshasa. « DAI Bing a estimé que le Conseil devrait répondre de manière positive à la demande du gouvernement congolais de lever l'embargo sur les armes », renseigne le communiqué.

En consolidant sa distance, Pékin souligne tout le fardeau des crimes commis par les groupes armés dont le M23 dans la partie Est de la RDC. « Ce dernier temps, la situation à l'Est de la RDC est plongée dans l'instabilité. Les conflits violents se sont intensifiés, ce qui a fait de nombreuses victimes parmi les civils in-

nocents et a gravement impacté la paix et la stabilité en RDC et dans toute la région. M. Dai a indiqué que des groupes armés tels que le M23 ont causé un grand nombre des victimes et des millions de personnes déplacées », reprend encore le communiqué. avant de souligner le soutien de la Chine aux efforts des autorités congolaises visant à ramener la paix au pays. Et surtout d'exhorter la Monusco à rencontrer les attentes légitimes des Congolais et de leur Etat.

Devant le Conseil de sécurité, « M. DAI souhaite que la MONUSCO s'adapte à la situation et aux attentes du gouvernement congolais et de la population congolaise ». Tout en demandant à la MONUSCO à renforcer ses échanges avec le gouvernement congolais afin d'effectuer son plan de transition de manière stable, ordonnée et responsable ». En même temps que la Chine appelle les groupes armés actifs à l'Est de la RDC, dont le M23, à déposer les armes immédiatement.

L'exégèse de ce discours « unique » fait ressortir une divergence de vue entre les puissances mondiales au sujet de la cabale dont la RDC est victime de la part des maffieux occidentaux. Contrairement aux Américains, Anglais et Français, la Chine donne corps au rapport des experts des Nations-Unies sur la situation de guerre en RDC. Ce qui, par conséquent, devrait pousser à l'ouverture d'un examen approfondi et conséquent avec, à la clé, la condamnation des acteurs

désignés de cette tragédie.

Position éludée jusque-là, par les Etats-Unis qui préfèrent cultiver le méli-mélo entre le M23 et les FDLR et Interhamwe, trois corps totalement différents en termes d'expression macabre et de menace sur les Etats de la sous-région. Au fait, il est une vérité de La Palice que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne...passent pour artisans majeurs de la tragédie de l'Est dont ils tirent de juteux profits des minerais de sang. D'où la minimalisation matérielle des forces de l'ONU déployées dans le pays depuis environ deux décennies sans le moindre ascendant sur les groupes armés montés par les mêmes puissances maffieuses.

La position de la Chine sonne ainsi comme un camouflet à l'encontre de ces puissances appelées à revoir conséquemment leur copie de la gestion de ce conflit. Il n'est pas exclu, en effet, qu'en cas du maintien de cet embargo, Pékin prenne sa liberté de proposer à Kinshasa un deal bilatéral en la matière. Cela est d'autant plus plausible que l'exhortation intervient au moment où le contexte militaire mondial connaît une mutation insoupçonnée. La percée de la Russie dans le continent noir et le réta-

blissement de sa puissance militaire augurent des chamboulements profonds dans les relations internationales.

Il est vrai que le Mali, le Burkina-Faso, la Centrafrique ou le Congo-Brazzaville ne saurait incarner les enjeux que représente la RDC à elle-seule ; cela n'exclut pas cependant la possibilité d'une offensive de charme que Kinshasa pourrait saisir par patriotisme devant une population décimée sous le regard des Casques bleus de l'ONU.

Adviennent que pourra pourrait-on dire, mettant ainsi au péril l'avenir d'une grande partie du continent. A tout prendre, la position de la Chine a valeur d'alerte à l'endroit des artisans surnois de la guerre de l'Est. Si rien n'est entrepris à temps dans le sens de la restauration de la paix, l'on tardera pas de découvrir le second palier de ce « Plan chinois », qui ne manquerait pas de charmer Moscou et d'autres pays à travers la planète.

On espère que la déflagration mondiale, aux conséquences insoupçonnées, n'explosera pas, les uns et les autres ayant pris soin d'éviter le pire.

LR

Sur Ordonnance présidentielle

Le général Christian Tshiwewe nommé chef d'état-major général des FARDC

Le Président Félix-Antoine Tshisekedi a nommé le lundi 3 septembre dans la soirée, le général Christian Tshiwewe Songesha, chef d'état-major général des FARDC. L'ordonnance présidentielle le nommant a été lue à la télévision publique congolaise, la RTNC.

Le général Christian Tshiwewe remplace ainsi le général d'armée Célestin Mbala Munsense en place depuis juillet 2018 et reconduit à son poste le 21 mai 2019.

Le chef de l'Etat congolais a, par une autre ordonnance, organisé le remplacement du général Christian Tshiwewe Songesha en nommant le général-major, Ephraïm Kabi Kiriza, commandant de la Garde Républicaine.

Le général-major Christian Tshiwewe Songesha est né le 27 octobre 1968 à Lubumbashi, dans l'actuelle province du Haut-Katanga.

En 1998, il est parmi les premiers officiers rangers formés au Soudan après le départ de Mobutu. De 1999 à 2000, il suit les cours de commandement d'état-major « Mura » à Likasi.

Il participe au cours de commandant brigade, au centre supérieur militaire à Kinshasa, entre 2003 et 2004. Formé à l'antiterrorisme par des Israéliens en Angola, Christian Tshiwewe Songesha fera



Le général-major Christian Tshiwewe Songesha, commandant de la Garde républicaine, le 12/07/2021. Photo Présidence RDC

également ses classes au sein de la deuxième promotion Kabila du collège des Hautes études militaires et stratégies de défense de Kinshasa.

Désigné commandant de la 10ème brigade Mura à Kinshasa en 2003, il est nommé commandant du 13ème régiment de la Garde républicaine à Lubumbashi, de 2007 à 2011. De retour à Kinshasa dès 2011, il est désigné commandant second en charge des opérations et renseignements de la garde républicaine de 2014 à 2020, jusqu'à ce que Félix Tshisekedi l'éleve

au grade de général major.

Les officiers nommés

1. Le général **Christian Tshiwewe**, patron de la garde républicaine, nommé chef d'état-major général des FARDC, en remplacement de Célestin Mbala.
2. Le général **Jacques Ishaligonza Nduru** nommé chef adjoint de l'armée en charge des opérations et renseignements.
3. Le général-Major, **Ephraïm Kabi Kiriza** nommé commandant de la Garde

Républicaine. Il était avant sa nomination numéro 3 de cette unité chargée de protéger le chef de l'Etat.

4. Le Général-Major **Jérôme Shiko Tshitambwe**, nommé chef d'état-major adjoint, chargé des opérations des FARDC.

5. Le Général-Major **Christian Ndaywel Okura** nommé chargé du renseignement militaire.

6. Le Général Major **Léon-Richard Kasonga Tshibangu** est nommé chef d'Etat major adjoint en charge de l'Administration et logistique. Il était auparavant porte-parole des FARDC.

Sont nommés général-major :

1. **Jérôme Shiko Tshitambwe;**
2. **Thomas Kisezo;**
3. **Bora Kipongo;**
4. **Jules Banza Mwilambwe.**

Sont nommés au grade de général de brigade, les officiers supérieurs ci-après :

1. **Jean Mulume Oderhwa;**
2. **Patrick Lusaka Nzita;**
3. **Mbuyu Kongolo;**
4. **Désire Mulumba Kabanangi;**
5. **Kennedy Muyunga;**
6. **Bakati Herison.**